

Rapport financier 2017

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Barnabé

Code géographique : 51025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements financiers non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. Denis Gélinas, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Barnabé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Saint-Barnabé pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-19 .
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2018-04-09

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État des résultats	7
État de la situation financière	8
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État des gains et pertes de réévaluation	9
État des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers	11
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	14
Charges par objets	15
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-BARNABÉ et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit modifiée.

Fondement de l'opinion avec réserve

La municipalité perçoit des droits des exploitants de carrières et de sablières de son territoire en vertu d'un règlement concernant la constitution d'un fonds local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques qui sont comptabilisés à titre de revenus reportés. La municipalité comptabilise ces revenus à partir des déclarations fournies par les exploitants. Nous n'avons pu auditer de façon satisfaisante l'exhaustivité des quantités déclarées des substances assujetties aux droits de perception. Par conséquent, notre audit de ces revenus s'est limité aux montants déclarés à la municipalité pour l'exercice et n'avons pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux revenus de droits, à l'excédent (déficit) de l'exercice, à l'excédent (déficit) accumulé et aux flux de trésorerie.

Opinion avec réserve

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE SAINT-BARNABÉ inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S14, S15, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

DESSUREAULT CPA ET ASSOCIÉS INC.

Par Michel Dessureault, CPA auditeur, CA

DATE 2018-04-09

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget	Réalizations	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	1 120 336	1 120 492	1 117 274
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 263	3 791	3 292
Quotes-parts	3			
Transferts	4	227 309	1 268 728	2 041 444
Services rendus	5	87 672	88 289	83 836
Imposition de droits	6	58 720	71 054	35 988
Amendes et pénalités	7	16 300	12 877	16 550
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	6 200	10 036	8 810
Autres revenus	10	27 700	34 830	15 226
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	1 547 500	2 610 097	3 322 420
Charges				
Administration générale	14	364 858	406 628	321 081
Sécurité publique	15	192 327	156 334	212 482
Transport	16	289 747	469 230	427 411
Hygiène du milieu	17	288 863	512 869	505 217
Santé et bien-être	18	5 335	5 600	4 821
Aménagement, urbanisme et développement	19	28 784	37 407	32 080
Loisirs et culture	20	100 359	120 092	89 700
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	127 662	129 047	158 081
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1 397 935	1 837 207	1 750 873
Excédent (déficit) de l'exercice	25	149 565	772 890	1 571 547
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		12 057 498	10 485 951
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		12 057 498	10 485 951
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		12 830 388	12 057 498

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	620 373	736 085
Débiteurs (note 5)	2	5 015 600	4 863 356
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	10	10
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	5 635 983	5 599 451
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	260 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	235 150	330 707
Revenus reportés (note 12)	12	279 106	316 665
Dette à long terme (note 13)	13	6 771 383	6 052 450
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	7 545 639	6 699 822
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(1 909 656)	(1 100 371)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	14 717 110	13 135 786
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	21 760	20 911
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 174	1 172
	21	14 740 044	13 157 869
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	12 830 388	12 057 498

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2017</u>	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	149 565	772 890	1 571 547
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	2 081 712)	(766 694)
Produit de cession	3		13 329	
Amortissement	4		485 143	452 344
(Gain) perte sur cession	5		1 916	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(1 581 324)	(314 350)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(849)	342
Variation des autres actifs non financiers	10		(2)	95
	11		(851)	437
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	149 565	(809 285)	1 257 634
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(1 100 371)	(2 358 005)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(1 100 371)	(2 358 005)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(1 909 656)	(1 100 371)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	772 890	1 571 547
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	485 143	452 344
Autres			
- Perte sur disposition d'immobi	3	1 916	
-	4		
	5	1 259 949	2 023 891
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(152 244)	(605 558)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(95 557)	80 503
Revenus reportés	9	(37 559)	96 401
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(849)	342
Autres actifs non financiers	13	(2)	95
	14	973 738	1 595 674
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 081 712)	(766 694)
Produit de cession	16	13 329	
	17	(2 068 383)	(766 694)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 552 400	1 981 500
Remboursement de la dette à long terme	24	(826 400)	(678 200)
Variation nette des emprunts temporaires	25	260 000	(1 790 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(7 067)	(37 592)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	978 933	(524 292)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(115 712)	304 688
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	736 085	431 397
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	736 085	431 397
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	620 373	736 085

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Barnabé est un organisme municipal constitué et régie en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

Utilisation d'estimation:

Pour préparer les états financiers conformément aux normes comptables pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses qui influent sur le montant des actifs et des passifs et les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur le montant des produits et des charges de l'exercice. Les principales estimations portent sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles, la provision pour contravention à recevoir, les intérêts courus et les frais courus comptabilisés. Ces estimations sont révisées périodiquement et, s'ils s'avèrent nécessaires, des ajustements sont portés aux résultats de l'exercice où ils sont connus.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

A) Périmètre comptable et partenariat

La Municipalité est membre de la MRC de Maskinongé composée de 17 municipalités et villes. Les dépenses de l'organisme après déduction des revenus sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée de la population. La quote-part de la municipalité pour l'année 2017 est de 120 731 \$.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

la publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur de réalisation nette correspond au prix de vente estimatif dans le cours normal des affaires, moins les charges de vente variables qui s'appliquent.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructure:	20 ans et 40 ans
Bâtiments:	40 ans
Véhicules:	10 ans et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement:	10 ans et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 ans et 10 ans

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés et comptabilisés dans l'année au cours de laquelle la subvention est autorisée par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité et une estimation raisonnable des montants est possible. La municipalité comptabilise un revenu reporté lorsque les sommes sont reçues mais que celles-ci ne sont pas utilisées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

G) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments**Frais de financement:**

Ces frais sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du terme des emprunts.

Affectation :

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 620 373	736 085
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 620 373	736 085
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 37 482	40 204
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 4 419 368	4 687 320
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 470 777	19 843
Organismes municipaux	15	
Autres		
-	16 87 973	115 989
-	17	
	18 5 015 600	4 863 356
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 4 265 764	4 367 165
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 4 265 764	4 367 165
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	3 866
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	10
	32	10
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	15 675	13 812
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	15 675	13 812

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

10. Emprunts temporaires

L'emprunt temporaire, qui représente le solde utilisé au cours de l'exercice, d'un montant autorisé de 1 500 000\$ et porte intérêts au taux préférentiel. La convention est renégociable en septembre 2018.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	65 730	252 261
Salaires et avantages sociaux	48	37 320	16 960
Dépôts et retenues de garantie	49	101 118	29 007
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus	53	30 982	32 479
-	54		
-	55		
-	56		
-	57		
	58	235 150	330 707

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	279 106	313 355
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
-	66		
-	67		
-	68		
-	69		3 310
	70	279 106	316 665

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

					2017	2016
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,14	2018	2036	71	6 826 500
Obligations et billets en monnaies étrangères					72	
Gains (pertes) de change reportés					73	
					74	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75	
Organismes municipaux					76	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77	
Autres					78	
					79	6 826 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	(55 117)
					81	(48 050)
						6 771 383
						6 052 450

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2018	82	90	925 400	98	107	115	925 400
2019	83	91	931 800	99	108	116	931 800
2020	84	92	892 500	100	109	117	892 500
2021	85	93	915 400	101	110	118	915 400
2022	86	94	282 000	102	111	119	282 000
2023 et +	87	95	2 879 400	103	112	120	2 879 400
	88	96	6 826 500	104	113	121	6 826 500
Intérêts et frais accessoires				105	()	122	()
	89	97	6 826 500	106	114	123	6 826 500

Note

	2017	2016
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	124	(1 909 656)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	()
Autres	126	()
	127	(1 909 656)
		(1 100 371)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	128	13 518 404	156		183		210	13 518 404
Eaux usées	129	16 113	157		184		211	16 113
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	1 897 966	158	49 870	185	(442 368)	212	2 390 204
Autres	131	113 437	159		186	(58 078)	213	171 515
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	411 681	161		188		215	411 681
Améliorations locatives	134		162		189		216	
Véhicules	135	364 818	163	44 740	190	31 007	217	378 551
Ameublement et équipement de bureau	136	71 786	164		191		218	71 786
Machinerie, outillage et équipement divers	137	141 068	165		192		219	141 068
Terrains	138	91 611	166		193		220	91 611
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>16 626 884</u>	168	<u>94 610</u>	195	<u>(469 439)</u>	222	<u>17 190 933</u>
Immobilisations en cours	141	<u>246 739</u>	169	<u>1 987 102</u>	196	<u>500 446</u>	223	<u>1 733 395</u>
	142	<u>16 873 623</u>	170	<u>2 081 712</u>	197	<u>31 007</u>	224	<u>18 924 328</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	143	2 478 344	171	321 324	198		225	2 799 668
Eaux usées	144	10 736	172	402	199		226	11 138
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	616 115	173	113 019	200		227	729 134
Autres	146	15 285	174	6 156	201		228	21 441
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	301 624	176	10 089	203		230	311 713
Améliorations locatives	149		177		204		231	
Véhicules	150	177 707	178	24 281	205	15 762	232	186 226
Ameublement et équipement de bureau	151	58 779	179	4 012	206		233	62 791
Machinerie, outillage et équipement divers	152	79 247	180	5 860	207		234	85 107
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>3 737 837</u>	182	<u>485 143</u>	209	<u>15 762</u>	236	<u>4 207 218</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	<u>13 135 786</u>					237	<u>14 717 110</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	(_____)	242	(_____)	244	(_____)	246	(_____)
Valeur comptable nette	240	<u>_____</u>					247	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	248	
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	
	251	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
-	254	1 174
-	255	1 172
-	256	
Autres		
-	257	
-	258	
	259	1 174
		1 172
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

18. Fonds local d'investissement

2017

2016

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	<u>263</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	<u>266</u>
Autres charges	267
	<u>268</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	269

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	()
	<u>275</u>		
	<u>276</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	277		
Revenus reportés	278		
Dette à long terme	279		
	<u>280</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	281		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	<u>285</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

19. Fonds local de solidarité**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<hr/> 289

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<hr/> 292
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<hr/> 295

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 296
---	-----------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	() (
	<hr/> 302		
	<hr/> 303		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<hr/> 307

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<hr/> 310

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<hr/> 313

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

20. Obligations contractuelles**Entente pour le prolongement de la fibre optique**

La municipalité a signé un contrat pour le prolongement du réseau de fibre optique dans les secteurs non desservis de la municipalité pour un total de 116 279 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2017 est de 93 023 \$ et se réparti comme suit:

2018 -	23 256 \$
2019 -	23 256 \$
2020 -	23 256 \$
2021 -	23 256 \$

Enlèvement de la neige

La municipalité a signé un contrat pour l'entretien des chemins en hiver pour une période d'un an. Le paiement minimum exigible au cours du prochain exercice est de 79 053 \$.

Enlèvement des ordures

La municipalité a signé un contrat pour la collecte des ordures pour une période d'un an. Le paiement minimum exigible au cours du prochain exercice est de 30 328 \$.

Office municipal d'habitation

La municipalité s'est engagée à assumer 10% du déficit de l'OMH de Saint-Barnabé. En 2017, cette contribution se chiffrait pour l'OMH de Saint-Barnabé à 5 300 \$.

21. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

24. Instruments financiers

S/O

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 120 336	1 120 492			1 120 492	1 117 274
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 263	3 791			3 791	3 292
Quotes-parts	3						
Transferts	4	227 309	231 850			231 850	284 397
Services rendus	5	87 672	88 289			88 289	83 836
Imposition de droits	6	58 720	71 054			71 054	35 988
Amendes et pénalités	7	16 300	12 877			12 877	16 550
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	6 200	10 036			10 036	8 810
Autres revenus	10	2 700	9 830			9 830	12 236
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	1 522 500	1 548 219			1 548 219	1 562 383
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		1 036 878			1 036 878	1 757 047
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	25 000	25 000			25 000	2 990
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	25 000	1 061 878			1 061 878	1 760 037
	21	1 547 500	2 610 097			2 610 097	3 322 420
Charges							
Administration générale	22	364 858	398 656	7 972		406 628	321 081
Sécurité publique	23	192 327	137 198	19 136		156 334	212 482
Transport	24	289 747	279 715	189 515		469 230	427 411
Hygiène du milieu	25	288 863	255 997	256 872		512 869	505 217
Santé et bien-être	26	5 335	5 600			5 600	4 821
Aménagement, urbanisme et développement	27	28 784	37 261	146		37 407	32 080
Loisirs et culture	28	100 359	108 590	11 502		120 092	89 700
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	127 662	129 047			129 047	158 081
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32		485 143	(485 143)			
	33	1 397 935	1 837 207			1 837 207	1 750 873
Excédent (déficit) de l'exercice	34	149 565	772 890			772 890	1 571 547

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	149 565	772 890	1 571 547
Moins: revenus d'investissement	2 (	25 000)	(1 061 878)	(1 760 037)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	124 565	(288 988)	(188 490)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		485 143	452 344
Produit de cession	5		13 329	
(Gain) perte sur cession	6		1 916	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		500 388	452 344
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	195 678)	(198 895)	(77 550)
	18	(195 678)	(198 895)	(77 550)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (		35 275)	44 083)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	85 000	85 000	
Excédent de fonctionnement affecté	21	4 413	4 413	
Réserves financières et fonds réservés	22	(18 300)	(12 704)	(16 596)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	71 113	41 434	(60 679)
	26	(124 565)	342 927	314 115
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		53 939	125 625

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	1 061 878	1 760 037
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	()	()
Sécurité publique	3	()	()
Transport	4	549 402	688 731
Hygiène du milieu	5	1 532 310	57 839
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	()	20 124
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	2 081 712	766 694
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 026 296	756 723
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	35 275	44 083
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	35 275	44 083
	19	(1 020 141)	34 112
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	41 737	1 794 149

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Rémunération	1	421 667	393 931	361 244
Charges sociales	2	80 646	82 575	79 187
Biens et services	3	617 094	577 187	590 555
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	17 518	14 580	35 712
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	110 144	114 467	122 369
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	125 531	120 731	83 093
Transferts	10			
Autres	11	4 300	3 075	
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	21 035	5 300	
Amortissement des immobilisations	14		485 143	452 344
Autres				
-	15		40 218	26 369
-	16			
-	17			
	18	1 397 935	1 837 207	1 750 873

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 375 155	371 216
Excédent de fonctionnement affecté	2 67 653	107 066
Réserves financières et fonds réservés	3 199 104	186 400
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () ()	()
Financement des investissements en cours	5 32 102	(9 635)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 12 156 374	11 402 451
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 12 830 388	12 057 498
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 375 155	371 216
Organismes contrôlés ¹	10	
	11 375 155	371 216
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Budget	12 50 000	85 000
- Secteur Traitement eaux usées	13 17 653	22 066
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 67 653	107 066
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 67 653	107 066
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 164 200	145 900
Organismes contrôlés	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 34 904	40 500
Organismes contrôlés	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés	42	
Fonds local d'investissement (note 18)	43	
Fonds local de solidarité (note 19)	44	
Autres		
-	45	
-	46	
	47 199 104	186 400
	48 199 104	186 400

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 () (

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	35 514	
Investissements à financer	83 (	3 412 ) (	9 635)
	84	32 102	(9 635)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	14 717 110	13 135 786
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	14 717 110	13 135 786
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	14 717 110	13 135 786
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	6 771 383 ) (	6 052 450)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	55 117 ) (	48 050)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	4 265 764	4 367 165
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	2 560 736 ) (	1 733 335)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (
	100 (	2 560 736 ) (	1 733 335)
	101	12 156 374	11 402 451

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016	
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 106		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité contribue à un REER individuels pour ses employés permanents à raison de 6% du salaire brut en vertu des dispositions de la convention collective de travail.

	2017	2016
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 108	15 675	13 812

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109		Oui
110	X	Non

	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 111		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	113	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114	
	115	
Note		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

Administration municipale

Dette à long terme	1	6 826 500
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 412
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	23 341
Débiteurs	8	4 265 764
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 540 807
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	2 540 807
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	267 775

Endettement total net à long terme	20	2 808 582
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	2 808 582
---	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

TAXES		Réalisations 2017	Réalisations 2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	806 774	798 751
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	33 619	45 603
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	840 393	844 354
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	150 566	147 258
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12	36 174	36 277
Matières résiduelles	13	87 217	83 883
Autres			
-	14		
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	6 142	5 502
Service de la dette	18		
Activités de fonctionnement	19		
Activités d'investissement	20		
	21	280 099	272 920
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	22		
Autres	23		
	24		
	25	280 099	272 920
	26	1 120 492	1 117 274

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Réalisations 2017	Réalisations 2016
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière 27		
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification 28		
Taxes d'affaires 29		
Compensations pour les terres publiques 30	163	163
31	163	163
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux 32		
Cégeps et universités 33		
Écoles primaires et secondaires 34	2 308	1 759
35	2 308	1 759
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière 36		
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification 37		
Taxes d'affaires 38		
39		
40	2 471	1 922
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière 41	1 320	1 370
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification 42		
Taxes d'affaires 43		
44	1 320	1 370
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière 45		
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification 46		
47		
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité 48		
Autres 49		
50		
51	3 791	3 292

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	3 120	1 292
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	82 340	39 888
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59	921	921
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61	1 533	1 502
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	51 574	90 996
Traitement des eaux usées	69	20 441	67 619
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	26 200	41 889
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	1 500	500
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	187 629	244 607

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	261 184	40 000
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	8 774	1 704 403
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109	766 920	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		12 644
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	1 036 878	1 757 047

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131	44 221	39 790
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138	44 221	39 790
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 268 728	2 041 444

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	8 904	22 239
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	8 904	22 239
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	836	896
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	836	896
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	11 330	12 051
Réseau de distribution de l'eau potable	156	44 031	47 937
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	55 361	59 988
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174	11 212	
	175	11 212	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	76 313	83 123

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2017	Réalisations 2016
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	182		
Évaluation	183		
Autre	184		13
	185		13
Sécurité publique			
Police	186		
Sécurité incendie	187		
Sécurité civile	188		
Autres	189		
	190		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	191		
Enlèvement de la neige	192		
Autres	193		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	194		
Transport adapté	195		
Transport scolaire	196		
Autres	197		
Autres	198		
	199		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200	2 157	
Réseau de distribution de l'eau potable	201		
Traitement des eaux usées	202		
Réseaux d'égout	203		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	204		
Matières recyclables	205		
Autres	206		
Cours d'eau	207		
Protection de l'environnement	208		
Autres	209		
	210	2 157	
Santé et bien-être			
Logement social	211		
Sécurité du revenu	212		
Autres	213		
	214		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	215		
Rénovation urbaine	216		
Promotion et développement économique	217		
Autres	218	600	300
	219	600	300
Loisirs et culture			
Activités récréatives	220	8 541	
Activités culturelles			
Bibliothèques	221		
Autres	222	678	400
	223	9 219	400
Réseau d'électricité			
	224		
	225	11 976	713
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	88 289	83 836

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	227	2 265	1 395
Droits de mutation immobilière	228	23 306	31 994
Droits sur les carrières et sablières	229	45 483	2 599
Autres	230		
	231	71 054	35 988
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	232	12 877	16 550
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	233		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	234	10 036	8 810
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235	(1 916)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237		
Contributions des promoteurs	238		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239		
Contributions des organismes municipaux	240		
Autres contributions	241	25 000	
Autres	242	11 746	15 226
	243	34 830	15 226
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	244		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017		Total	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	50 174		50 174	51 315
Greffe et application de la loi	2	5 115		5 115	1 166
Gestion financière et administrative	3	180 069		180 069	164 919
Évaluation	4	55 382		55 382	18 073
Gestion du personnel	5	17 393		17 393	6 161
Autres					
- Administration	6	90 523	7 972	98 495	79 447
-	7				
	8	398 656	7 972	406 628	321 081
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	73 453		73 453	79 006
Sécurité incendie	10	63 745	19 136	82 881	133 476
Sécurité civile	11				
Autres	12				
	13	137 198	19 136	156 334	212 482
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	161 725	185 347	347 072	312 754
Enlèvement de la neige	15	106 969	484	107 453	95 086
Éclairage des rues	16	5 986	3 684	9 670	9 347
Circulation et stationnement	17	2 224		2 224	7 976
Transport collectif					
Transport en commun	18	2 811		2 811	2 248
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	279 715	189 515	469 230	427 411

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Réalizations 2017			Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 821	22 242	27 063	26 579
Réseau de distribution de l'eau potable	24	90 755	156 758	247 513	258 430
Traitement des eaux usées	25	40 142	56 013	96 155	83 167
Réseaux d'égout	26		21 859	21 859	21 859
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	29 919		29 919	30 564
Élimination	28	53 759		53 759	47 788
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	33 229		33 229	33 954
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	3 372		3 372	2 876
Protection de l'environnement	38				
Autres	39				
	40	255 997	256 872	512 869	505 217
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	5 600		5 600	4 821
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	5 600		5 600	4 821
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	26 807	146	26 953	22 384
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	2 165		2 165	2 403
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51	8 289		8 289	7 293
	52	37 261	146	37 407	32 080

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2017			Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	35 191	9 715	44 906	27 291
Patinoires intérieures et extérieures	54				
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	62 680		62 680	50 966
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59				
	60	97 871	9 715	107 586	78 257
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	10 719	1 787	12 506	11 443
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	10 719	1 787	12 506	11 443
	67	108 590	11 502	120 092	89 700
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	117 167		117 167	151 444
Autres frais	70	11 880		11 880	6 637
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72				
	73	129 047		129 047	158 081
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	485 143	(485 143)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	27
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	27
Acquisition d'immobilisations par objets	27
Analyse de la dette à long terme	28
Analyse de la charge de quotes-parts	29
Analyse de la rémunération	30
Analyse des revenus de transfert par sources	30
Frais de financement par activités	31
Rémunération des élus	32
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	33
Questionnaire	34

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-BARNABÉ (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

DESSUREAULT CPA ET ASSOCIÉS INC.

Par Michel Dessureault, CPA auditeur, CA

DATE 2018-04-09

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	1 120 492
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	6 142
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>1 114 350</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	95 202 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>95 284 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>95 243 600</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14

	1
--	---

 ,

1	7	0	0
---	---	---	---

 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	6 005	27 354
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 526 305	30 485
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	504 662	683 324
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		20 124
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	44 740	
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19		5 407
Terrains	20		
Autres	21		
	22	2 081 712	766 694

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	6 005	27 354
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	1 526 305	30 485
Autres infrastructures	27	504 662	703 448
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	44 740	5 407
	34	2 081 712	766 694

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017****Non audité**

		2017	2016
Rémunération	35		
Charges sociales	36		
Biens et services	37	2 081 712	766 694
Frais de financement	38		
Autres	39		
	40	2 081 712	766 694

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	28 937		5 596	23 341
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	428 516	805 650	70 445	1 163 721
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 275 882	220 646	122 854	1 373 674
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 733 335	1 026 296	198 895	2 560 736
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 367 165	526 104	627 505	4 265 764
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 367 165	526 104	627 505	4 265 764
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	4 367 165	526 104	627 505	4 265 764
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	4 367 165	526 104	627 505	4 265 764
	19	6 100 500	1 552 400	826 400	6 826 500
Dette en cours de refinancement	20	()			()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	6 100 500	1 552 400	826 400	6 826 500

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Réalizations 2017	Réalizations 2016
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	3 886	3 808
Évaluation	2	55 224	17 853
Autres	3	13 975	14 087
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	1 194	1 128
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	499	489
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	33 229	33 954
Cours d'eau	13	2 270	2 041
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		37
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	5 430	4 960
Rénovation urbaine	19	2 859	1 737
Promotion et développement économique	20	2 165	2 999
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité			
	24		
	25	120 731	83 093

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	2,00	35,00	3 640,00	141 259	36 327	177 586
Professionnels	2						
Cols blancs	3	2,40	35,00	4 291,00	77 716	16 231	93 947
Cols bleus	4	2,30	36,00	4 275,00	110 407	27 351	137 758
Policiers	5						
Pompiers	6	16,00	40,00	1 370,00	24 644	937	25 581
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	22,70		13 576,00	354 026	80 846	434 872
Élus	9	11,00			39 905	1 729	41 634
	10	33,70			393 931	82 575	476 506

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	51 574	8 774			60 348
Traitement des eaux usées	14	20 441				20 441
Réseaux d'égout	15		304 920	462 000		766 920
Autres	16	156 715	261 184	3 120		421 019
	17	228 730	574 878	465 120		1 268 728

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefte et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	23	
	4	23	
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	2 913	4 103
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	2 913	4 103
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	50 723	58 493
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	50 723	58 493
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 680	2 160
Réseau de distribution de l'eau potable	17	33 928	40 267
Traitement des eaux usées	18	26 392	34 530
Réseaux d'égout	19	13 388	18 528
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	75 388	95 485
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	129 047	158 081

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Lemay, Maire	8 859	4 430
Louis Roy, conseiller siège 1	2 305	1 153
Stéphanie Rivard, conseillère siège 1	652	326
Michel Bournival, conseiller siège 2	2 957	1 479
Lynda Chabot, conseillère siège 3	2 305	1 153
Jacques Chabot, conseiller siège 3	652	326
St-Louis Geneviève, conseillère siège 4	2 957	1 479
Paule Jacques, conseillère siège 5	2 297	1 149
Louise Lamy, conseillère siège 5	660	330
Sylvie Bournival, conseillère siège 6	2 393	1 197
Jimmy Gélinas, conseiller Siège 6	564	282

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	200 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	11 233 \$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 <input type="checkbox"/>	21 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	_____ \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	_____ \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	_____ \$
b) autres formes d'aide	30	_____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	.....
Facteur comparatif de 2017	32	.....
Valeur uniformisée	33	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET	34	39 888 \$
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :		
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	35	94 962 \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver	36	170 024 \$
b) Dépenses d'investissement	37	\$
c) Total des frais encourus admissibles	38	264 986 \$
d) Description des dépenses d'investissement :		
e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :		
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :		
a) Numéro de la résolution	39	060-04-18
b) Date d'adoption de la résolution	40	2018-04-03

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	37
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	38
Calcul de certains revenus de taxes	39
Taux des taxes	41
Taux global de taxation prévisionnel	42
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	43
Questionnaire	45

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales

Taxe foncière générale 1 935 153

Taxes spéciales

Service de la dette 2

Activités de fonctionnement 3

Activités d'investissement 4

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette 5 46 215

Activités de fonctionnement 6

Activités d'investissement 7

Autres 8

9 981 368

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau 10 156 650

Égout 11

Traitement des eaux usées 12 33 573

Matières résiduelles 13 92 908

Autres

- 14

- 15

- 16

Centres d'urgence 9-1-1 17 6 500

Service de la dette 18

Activités de fonctionnement 19

Activités d'investissement 20

21 289 631

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative 22

Autres 23

24

25 289 631

26 1 270 999

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	1 985
	9	1 985

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 985

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	620
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	680
Taxes d'affaires	17	
	18	1 300

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	69 165
	21	69 165

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	72 450

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 114 710 200	X 2 0,8100 /100\$	3 929 153				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10 X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13 X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 X	17 /100\$	18				
Autres	19 X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22 X	23 /100\$	24				
Total			25 929 153	26 (.....)	27 (.....)	28 6 000	29 935 153
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 X	31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39 X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42 X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 X	46 /100\$	47				
Autres	48 X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51 X	52 /100\$	53				
Total			54 55 (.....)	56 (.....)	57 58		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12								
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18								
Autres	19	X 20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41								
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47								
Autres	48	X 49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53								
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58				
Valeur locative imposable											
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	1 | 9 | 0 | , | 6 | 1 | \$
Égout	2	| | | , | | | \$
Eau et égout	3	| | | , | | | \$
Traitement des eaux usées	4	1 | 7 | 1 | , | 8 | 5 | \$
Matières résiduelles	5	1 | 1 | 2 | , | 1 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau	1,6039	7	Pour 4.546 m3 / 1000 Gl
Eau	80,0000	4	Service au champ
Enlèvement des ordures	84,9000	4	Résidence saisonnière
Enlèvement des ordures	127,6000	4	Exploitation agricole
Enlèvement des ordures	145,5000	4	Commerce débit faible
Enlèvement des ordures	175,8000	4	Commerce débit moyen
Enlèvement des ordures	242,4000	4	Commerce débit élevé
Matières recyclables	27,5000	4	Tous les immeubles

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	1 270 999
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	6 500
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	1 264 499

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	114 710 200
--	----	-------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;">1</div> , <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;"> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;">1</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;">0</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;">2</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px; margin-right: 5px;">3</div> /100 \$ </div>
--	----	---

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Résiduelle			Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9			
De secteur	10			
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			
Autres	13			
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16			

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	270 670 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	2 091 124 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	928 700 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	156 042 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	50 000 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 70 RUE DUGUAY
(no) (rue)
SAINT-BARNABÉ G0X 2K0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 264-2085
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 264-2079
(ind. rég.) (numéro)

Courriel municipalitest-barnabe@telmilot.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom DENIS GÉLINAS

Téléphone (819) 264-2085
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 264-2079
(ind. rég.) (numéro)

Courriel municipalitest-barnabe@telmilot.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom DESSUREAULT CPA ET ASSOCIÉS INC.

Titre COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Adresse 160 rue des Forges 3e étage
(no) (rue)
Trois-Rivières G9A 2G8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 374-1535
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 374-7354
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tr@dessureaultcpa.ca

Responsable du dossier Michel Dessureault

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Denis Gélinas , atteste que le rapport financier de Saint-Barnabé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-04-23 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Barnabé .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Barnabé consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Barnabé détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 772 890 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,1700 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-04-27 14:21:40

Date de transmission au Ministère : 2018/04/27

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2017

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Barnabé

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017		2016
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 522 500	1 548 219	1 562 383
Investissement	2	25 000	1 061 878	1 760 037
	3	1 547 500	2 610 097	3 322 420
Charges				
	4	1 397 935	1 837 207	1 750 873
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	149 565	772 890	1 571 547
Moins : revenus d'investissement	6 (	25 000 ) (	1 061 878 ) (	1 760 037)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	124 565	(288 988)	(188 490)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8		485 143	452 344
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	195 678 ) (	198 895 ) (	77 550)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	35 275 ) (	44 083)
Excédent (déficit) accumulé	12	71 113	76 709	(16 596)
Autres éléments de conciliation	13		15 245	
	14	(124 565)	342 927	314 115
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		53 939	125 625

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	620 373	736 085
Débiteurs	2	5 015 600	4 863 356
Placements de portefeuille	3	10	10
Autres	4		
	5	5 635 983	5 599 451
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	6 771 383	6 052 450
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	774 256	647 372
	10	7 545 639	6 699 822
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(1 909 656)	(1 100 371)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	14 717 110	13 135 786
Autres	13	22 934	22 083
	14	14 740 044	13 157 869
Excédent (déficit) accumulé	15	12 830 388	12 057 498

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	375 155	371 216
Excédent de fonctionnement affecté			
- Budget	17	50 000	85 000
- Secteur Traitement eaux usées	18	17 653	22 066
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
	26	67 653	107 066
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	199 104	186 400
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29 ()	(
Financement des investissements en cours	30	32 102	(9 635)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	12 156 374	11 402 451
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	12 830 388	12 057 498

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	2 540 807
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	2 808 582

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	23 341	28 937
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 373 674	1 275 882
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	1 163 721	428 516
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	4 265 764	4 367 165
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	9		
	10	6 826 500	6 100 500

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017		2016
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	1 120 336	1 120 492	1 117 274
Compensations tenant lieu de taxes	12	3 263	3 791	3 292
Quotes-parts	13			
Transferts	14	227 309	231 850	284 397
Services rendus	15	87 672	88 289	83 836
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	75 020	83 931	52 538
Autres	17	8 900	19 866	21 046
	18	1 522 500	1 548 219	1 562 383
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21		1 036 878	1 757 047
Autres	22	25 000	25 000	2 990
	23	25 000	1 061 878	1 760 037
	24	1 547 500	2 610 097	3 322 420

Extrait du rapport financier, page S16

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2017			Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	398 656	7 972	406 628	321 081
Sécurité publique					
Police	2	73 453		73 453	79 006
Sécurité incendie	3	63 745	19 136	82 881	133 476
Autres	4				
Transport					
Réseau routier	5	276 904	189 515	466 419	425 163
Transport collectif	6	2 811		2 811	2 248
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	135 718	256 872	392 590	390 035
Matières résiduelles	9	116 907		116 907	112 306
Autres	10	3 372		3 372	2 876
Santé et bien-être	11	5 600		5 600	4 821
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	26 807	146	26 953	22 384
Promotion et développement économique	13	2 165		2 165	2 403
Autres	14	8 289		8 289	7 293
Loisirs et culture	15	108 590	11 502	120 092	89 700
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	129 047		129 047	158 081
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	1 352 064	485 143	1 837 207	1 750 873
Amortissement des immobilisations	20	485 143	(485 143)		
	21	1 837 207		1 837 207	1 750 873

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3